

Burundi : la médiation de Museveni mal engagée

@rib News, 15/07/2015 â€“ Source AFP La médiation entamée par le chef de l'Etat ougandais Yoweri Museveni dans la crise burundaise semblait mal engagée mercredi. L'opposition, arc-boutée sur son refus d'un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, rejette l'idée avancée d'un gouvernement d'union nationale. Le président Museveni a entamé mardi après-midi de délicates négociations pour tenter de dénouer la crise émaillée de violences meurtrières qui secoue le petit pays d'Afrique des Grands Lacs depuis l'annonce, fin avril, de la candidature de M. Nkurunziza à la présidentielle, désormais prévue le 21 juillet. [Photo (de gauche à droite) : Concilie Nibigira (Uprona), Léonce Ngendakumana (Frodebu), Pascal Nyabenda (Cndd-Fdd), Marina Barampama (Upd)]

Cette annonce a déclenché un mouvement de contestation populaire violemment réprimé par la police, une tentative ratée de coup d'Etat mi-mai et, vendredi et samedi, des combats entre l'armée et des rebelles. Plus de 80 personnes sont mortes depuis le début de la crise, qui a aussi poussé quelque 150.000 Burundais à fuir au Rwanda, en Tanzanie et en République démocratique du Congo (RDC) voisins. Selon des participants aux pourparlers commencés mardi à Bujumbura après l'achèvement de deux médiations onusiennes, le président ougandais a remis sur la table la solution déjà proposée début juillet par la Communauté est-africaine (Rwanda, Ouganda, Tanzanie, Kenya, Burundi), à savoir la mise en place, au lendemain de la présidentielle, d'un gouvernement d'union nationale. Mais l'idée ne séduit pas une opposition qui a boycotté les législatives et communales du 29 juin et entend également bouder la présidentielle de mardi prochain. "Un gouvernement d'union nationale ne peut pas se faire sur la base d'élections législatives que nous avons contestées", a déclaré à l'AFP un des responsables de l'opposition, Charles Nditije. "Nous attendons la plénière de 12H00 (même HB) pour qu'il (Museveni) nous donne sa proposition définitive", a renchéri un autre leader de l'opposition, Léonce Ngendakumana, en référence à la reprise des discussions avec l'ensemble des partenaires mercredi à la mi-journée. "Mais cela n'augure rien de bon car le départ est mauvais". "Nous allons poursuivre quoi qu'il arrive notre combat contre le troisième mandat de Nkurunziza", a-t-il ajouté. L'opposition juge un troisième mandat anticonstitutionnel et contraire à l'Accord d'Arusha, qui avait permis de mettre fin à la sanglante guerre civile burundaise (1993-2006, 300.000 morts). Signe d'un climat sécuritaire toujours tendu, des tirs et détonations ont résonné toute la nuit dans la capitale. Selon le porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, cinq grenades ont explosé à Bujumbura et plusieurs autres dans la province de Bujumbura rural, au sud de la capitale.